



## ***CLUB CONVAINCRE DU RHONE***

**Forum du 11 Décembre 2018**

### **Le mouvement des gilets jaunes**

Ce forum a lieu le lendemain du discours d'Emanuel Macron après l'Acte IV du mouvement

Convaincre est membre des Places de la République, créées par la société civile en réponse aux Nuits Debout. Notre club a signé la déclaration nationale ci jointe qui est soutenue par de très nombreuses associations, syndicats et mutuelles. Il a un peu servi de référence à notre débat et aux propositions qui pourraient être mises en œuvre dans ce cadre.

Ce compte rendu reprendre les interventions de chacun, très variées. Pour rendre possible la lecture aux personnes qui n'étaient pas présentes, quelques interventions ont été déplacées pour les rapprocher d'autres abordant la même thématique.

Le mouvement des Gilets Jaunes est multiforme et a des racines très profondes.

J'ai reçu plusieurs appels à une manifestation pour la non violence. Conscient des ambiguïtés d'un tel appel venant de milieux bien aisés, j'ai proposé que les 15% les plus riches donnent plus pour les 15% de pauvres.

OK pour plus de solidarité, mais sous quelle forme ?

La CFDT au CESER (Comité Economique et Social de la Région) a proposé des débats sur chaque bassin d'emploi sur les grands thèmes sur lesquels le CESER travaille :

Mobilité et territoire

Transition écologique et justice sociale

La démocratie entre vertical et horizontal

Cette proposition a été bien reçue et retenue.

Le discours contre la Sécurité Sociale prend de l'ampleur. Les cotisations sont une partie du salaire qui assurent la solidarité entre bien portants et malades, entre actifs et retraités, entre salariés et chômeurs. La hausse du SMIC sans charges tout comme les heures supplémentaires exonérées cassent cette solidarité pour le plus grand intérêt des intérêts privés de soins ou de retraite.

Représentativité. On parle des oubliés, des méprisés. Les réseaux sociaux perturbent beaucoup les messages que les uns et les autres envoient. La proportionnelle assure la représentativité de tous mais crée une instabilité importante.

Le Sénat est obsolète et peu productif. Il pourrait être élu au suffrage universel à la proportionnelle intégrale. Une idée à explorer en tous cas.

La proportionnelle de liste garantit l'équilibre entre hommes et femmes. Mais les élus sont quasi exclusivement fortement diplômés, le plus souvent fonctionnaires ou rentier. Si les idées sont représentées, les classes sociales moins riches que la moyenne ne sont pas là. Pour aller chercher des représentants de catégories qui sont absentes, le tirage au sort est évoqué. Pour s'assurer que ces représentants aient une formation à ce qu'est l'Etat, le droit, la misère du monde, je propose que ces représentants soient tirés au sort parmi les citoyens ayant été jurés en assise. Cette expérience de 3 semaines est extrêmement riche et toutes les catégories sociales sont représentées car les jurés sont eux mêmes tirés au sort dans les listes d'électeurs. Pourquoi pas une nouvelle section du Comité Economique et Social constituée ainsi avec un mandat d'un an pour éviter la professionnalisation que l'on trouve dans les partis politiques.

Le gouvernement doit être différent avec l'existence des réseaux sociaux. Tout est remis en cause, tout est manipulable. Le Sénat qu'a proposé Olivier Duhamel il y a 30 ans ne connaissait pas les réseaux sociaux. On y trouve des expressions individuelles non collectives où manipulateurs et extrémistes font aisément leur beurre.

Le Sénat actuel est bien le relais des territoires, et nous avons besoin de relais, de corps intermédiaires.

Les syndicats, les partis savaient collecter et défendre les idées. La spontanéité des gilets jaunes est une de leur caractéristique forte. Comment redonner du pouvoir aux représentants ?

A l'acte 3, ils n'ont pas vu que c'était grave. Comme en 2002 avec l'arrivée de Le Pen au deuxième tour, en 2005 avec le référendum. A chaque fois les politiques disent avoir compris, que cette fois ils ont entendu. Et cela recommence. Pourquoi comprendraient-ils vraiment cette fois ?

Si ce n'est pas le cas, nous aurons un gouvernement totalitaire.

Les gens veulent de la justice sociale, Macron ne l'a pas compris. Tout son entourage est dans un nuage. Ils n'ont rien à faire de nous. Ils ne nous entendent pas. On a besoin de mesures concrètes et nous savons qu'il y a le moyen et le long terme.

Le malaise a commencé avec le référendum de 2005 dont le gouvernement n'a pas tenu compte. On voit tous les jours des salaires augmenter quand on dit qu'il n'y a pas d'argent. je me sens humilié par Macron qui méprise tant de monde, les syndicats... En 1789, les pamphlets et leurs fausses nouvelles ont joué dans les rues de Paris le rôle des réseaux sociaux d'aujourd'hui. Les fausses rumeurs sur le roi circulaient allègrement ;

Que signifient les chiffres donnés par Macron hier ? La CSG ne serait pas baissée pour les retraites de moins de 2000 € mais sur une valeur prise sur les déclarations fiscales. Les 100 € pour le SMIC comporte une partie de revenu d'activité considérée comme une prestation sociale et non un salaire. N'a-t-il pas cherché à enfariner les gens par des fausses mesures.

La colère est plus profonde que les chiffres. Macron ne va pas les calmer avec des miettes : attention, le peuple Français est fier et peut refuser.

Le CICE, c'est 40 Milliards, cela en coûtait 20. L'ISF, c'est 5 Milliards. Les jets privés ont droit de voler, les bateaux d'utiliser du fuel à haute teneur en soufre. Les gens réclament leur dû.

La transition écologique a été oubliée. Elle ne se résume pas à des taxes, le gouvernement n'en a fait aucune pédagogie. Nous étions 10 000 à manifester pour le climat samedi. Il est certain que l'Etat et les collectivités sont confrontés à un énorme défi.

Il y a un besoin d'un projet d'ensemble sur lequel les gens puissent s'accorder.

Qui va participer aux débats annoncés par Macron ? Qui a les habitudes de militants, les moyens intellectuels pour tenir ces débats ? C'est un peu le contraire de ce qui se passe aujourd'hui où les idées les plus simples circulent sans se préoccuper des effets de leur association. Les résultats des débats ne seront-ils pas enterrés comme nombre de leurs prédécesseurs ?

La classe politique avance masquée. Ainsi la loi asile et immigration était écrite avant les débats. Comment respecter une telle parole ? Les gilets jaunes le disent bien, montrent leur exaspération. Ils se rendent compte qu'ils se fichent d'eux.

Une association parisienne Cap Collectif avec Coline Vanneroy comme directrice du développement travaille depuis 8 ans à l'utilisation du numérique pour faire de la démocratie participative. Les mêmes outils qui apportent le chaos peuvent apporter de la démocratie et associer les masses. On pourrait expérimenter ces techniques qui plaisent aux jeunes.

Comment attirer les groupes sociaux où se trouvent les gilets jaunes ? On pourrait construire des panels tirés au sort, ce serait très long, cela suppose de la méthode et cela marche. C'est ainsi qu'a été construit le questionnaire sur l'Europe, la planification pluriannuelle de l'énergie. La discussion doit se faire avec une représentation citoyenne donc mêler les deux types de personnes. Et permettre aux gilets jaunes de parler.

Nantes Métropole depuis 2012 a un conseil de développement qui a fait ce type d'expériences.

Quelle forme pourrait prendre la consultation dans la période qui commence ? Ce n'est pas une bonne idée car cela finira en queue de poisson. La situation est complexe et personne n'a d'idées. Les experts ne sont pas d'accord entre eux.

Je propose de faire des Ateliers de la République qui ont l'obligation de sortir un texte, de produire. Les gilets jaunes y viendront-ils ? Serons nous prêts à les accueillir ? A les écouter ? A les aider à raisonner dans la complexité et à prendre en compte les contraintes ?

Ce mode pourrait devenir un fonctionnement permanent comme le font les villes de Lisbonne, Madrid et Porto Allegre. La méthode est intéressante car les gens discutent ET produisent. Le numérique peut de mieux en mieux venir en aide à ces ateliers.

C'est très difficile de faire concerter positivement des gens s'il n'y a pas de guide. Quelle attitude face à la dette ? Face aux entreprises ? Ces ateliers auront besoin d'orientations générales raisonnables pour produire.

La frustration sera énorme si le gouvernement ne tient pas compte des productions réalisées.

Nouvelle Donne a su fonctionner sur un sujet borné au départ, la réduction du temps de travail. Ils n'ont pas réussi sur les autres thèmes faute d'orientation générale. Et Nouvelle Donne n'a pas pris la place qu'ils espéraient à la Présidentielle de 2017.

Macron aborde la question du pouvoir d'achat. Cela ne fait pas tout.

« Il n'est pas possible de se serrer la ceinture en baissant le pantalon en même temps ! »  
Oui, le pouvoir d'achat, oui la mobilité mais aussi la dignité qui ne se vend pas en bidons de 5 litres ! Pour beaucoup de politiques, ce terrain est compliqué. L'écoute globale est plus difficile que l'écoute économique.

L'origine du mouvement est d'ordre politique. Si le fond et la forme ne sont pas en lien, cela ne fonctionnera pas.

Un député en marche m'a dit combien il se sentait dépassé tellement ils sont obtus. L'Elysée est un bunker, tout ce que nous remontons est sans importance.

Le niveau de pouvoir donné à l'Elysée est inouï. La cinquième République est au bout de ce qu'elle peut apporter.

J'ai cru à ce qu'il a dit sur la baisse des impôts. Mais le total de mes impôts sur le revenu et la taxe d'habitation a monté et représente plus d'un mois de salaire qui est de 1600 €. La réforme a échoué.

Je suis un Macroniste déçu. Je pensais qu'il était un candidat d'équilibre. C'est comme cela que je l'ai perçu pendant la campagne. Il voulait protéger les gens et le business.

Hier, il a fait beaucoup d'annonces. Sur les 100 € de hausse du SMIC, 40 € sont la prime d'activité qui compte comme une prestation sociale. J'attends le reste et je crains d'autres déconvenues.

Il a fortement insisté sur la sécurité. Pourquoi avoir parlé d'immigration ? N'était ce pas une provocation pour que le RN s'excite dessus, ce qui n'a pas manqué de se produire sur les plateaux télé ?

S'adapter aux nouvelles technologies demande beaucoup de temps et de compétences, de savoir exprimer un avis est compliqué.

Depuis 40 ans, on a vu se séparer les statutaires et ceux qui ne le sont pas, qui restent en dehors. Auto-entrepreneurs, précaires ... ne se retrouvent pas dans les syndicats qui les ignorent. On ne savait pas à quel moment le seuil des inégalités posant problème allait arriver, mais on savait que cela allait arriver.

Rosanvallon dit clairement qu'un mouvement social a des objectifs. On est aujourd'hui dans la révolte : quoi qu'on donne, cela ne suffira pas. La révolte débouche sur une crise politique. Et qui a intérêt à cette crise ? C'est clair.

Attention, au 1 janvier le prélèvement à la source va changer le rythme des paiements et baisser le reste à vivre de janvier.

Faux : 57 % des Français ne payent pas d'impôt sur le revenu, donc pas ou très peu de gilets jaunes. 63 % de ceux qui en payent sont mensualisés. Pour ceux là, ils ne payeront

pas 10 % de leur impôt annuel le 10 janvier (donc sur la paye reçue fin décembre) mais 8 % le 31 janvier sur la paye reçue fin janvier. L'effet de trésorerie est positif.

La CSG a été créée par Rocard pour imposer tout le monde, tous les revenus. La suppression de la hausse pour les retraités de moins de 2000 € n'est pas une tricherie.

Le taux de CSG a toujours été calculé selon la catégorie des revenus (salaires, pensions revenus immobiliers) avec des plafonds selon le niveau du revenu de référence pour les exonérations ou les applications des taux différenciés. L'application annoncée de relever le niveau à 2000€ pour appliquer le taux ancien ( pour les retraités  $8.2-1.7=6.5$ ) maintient aussi la règle du seuil du revenu de référence. Mais ça va mieux en le disant. La fiscalité n'est pas un outil simple c'est la raison pour laquelle il est si difficile à réformer; et le faire "à somme nulle" ça n'existe pas!

Quand une personne affirme qu'elle paye 800 € de CSG par an, son revenu est au moins de 4500 € par mois : on est loin des 2000 € !

Je m'inquiète de la dette de l'Etat de près d'un an de PIB. C'est la situation où se trouvait Turgot en 1788 quand il a fait convoquer les Etats Généraux pour trouver les sous.

Total reçoit le CICE (Crédit d'Impôt) alors qu'il ne paye pas ses impôts en France. Les sénateurs viennent de se voter la défiscalisation de leurs indemnités.

Les gens ne vont pas se venger sur les gros, mais sur les moyens qui sont près de chez eux.

La presse annonçait un tournant du quinquennat. A-t-il eu lieu hier ? La question des inégalités n'a pas été abordée. Pour le faire, il faut toucher à la flat tax, à l'ISF.

Bruno Le Maire a dit que la France pouvait seule imposer les GAFAM sur la chiffre d'affaires si l'Europe et l'Allemagne n'avançaient pas. Elle n'a jamais su faire une taxe sur les transactions financières.

### ***Prochaines rencontres du club Convaincre :***

Le Jeudi 17 janvier à 20 h 30 à l'hôtel Charlemagne Gérard Lindeperg présentera son nouveau livre sur Rocard

Le mardi 29 Janvier, un forum sur la Chine, sa position économique et politique dans le monde. Il fait suite à la conférence sur la culture chinoise de novembre.

---

**Soutenez le Club Convaincre en envoyant un chèque d'adhésion de 30 € à l'adresse du Club  
Maison des associations 27 rue Denfert Rochereau 69004 LYON (bulletin ci-joint)**

---

**pour tout contact : [club.convaincre@gmail.com](mailto:club.convaincre@gmail.com)**

notre site <http://www.convaincre-rhone.fr>

Le Club Convaincre est un membre actif des Places de La République de la Région Auvergne Rhône Alpes et s'associe pleinement à cette déclaration nationale

Venez pour en parler et échanger à notre forum  
**mardi prochain 11 décembre au Chroniques Sociales ,  
1 rue Vaubecourt à Lyon 2eme**



Tribune :

## Reconstruire le pacte démocratique pour bâtir une société plus juste

Les places de la République est un collectif regroupant des syndicats de travailleurs et d'étudiants, des associations de l'éducation populaire, de défense de l'environnement et de lutte contre l'exclusion, et des mutuelles.

### **Organisations signataires :**

CFDT, CFTC, UNSA, la Mutualité française, Le mouvement associatif, France Terre d'Asile, FNE, FNH, FAS, FAGE, le Pacte civique, ATD Quart Monde, la Ligue de l'enseignement, la Fédération nationale des Francas, l'UNIOPSS, le Secours Catholique-Caritas France, Le Réseau Action Climat, Agir pour l'Environnement , Le CLER-Réseau pour la transition énergétique, Virage Energie , Alofa Tuvalu , WECF (Women In Europe for a Common Future), Le CCFD-Terre solidaire, Le GERES, Alisée Maitrise de l'Energie énergies renouvelables, Solidarité laïque

Nous, associations syndicats et mutuelles de ce pays, affirmons qu'aujourd'hui chacun a le devoir de contribuer à l'apaisement, à commencer par tous les responsables politiques et acteurs sociaux du pays. Mais c'est d'abord au gouvernement qu'il incombe de trouver une issue rapide à la crise. C'est d'autant plus de sa responsabilité que, malgré nos demandes et nos avertissements répétés, il n'a su ni réduire les inégalités ni revivifier la démocratie ni s'engager pleinement dans la transition

écologique. Au contraire, il est resté prisonnier des pratiques politiques anciennes, concentrant le pouvoir et confisquant les marges de manœuvre. En marginalisant les corps intermédiaires il s'est aussi coupé du pays et a rendu le dialogue impossible.

Nous condamnons sans réserve les violences qui dénaturent le mouvement des gilets jaunes, parce qu'elles font peser une menace majeure sur notre pacte républicain. La démocratie est notre bien commun, mais là où l'emportent l'invective, l'intimidation, l'intolérance, l'agression des personnes et des biens, il ne peut y avoir de démocratie. La colère doit être entendue, mais la haine qui est en train de se développer dans notre pays constitue pour lui un poison mortel.

Si cette crise profonde éclate aujourd'hui, elle fermentait déjà bien avant les dernières échéances électorales. Nos militants, adhérents et sympathisants qui travaillent et agissent au plus près des réalités de notre société, en ont fait le diagnostic depuis longtemps. Ils savent que nous sommes confrontés à des défis de grande ampleur, de la pauvreté et des inégalités au changement climatique et à l'effondrement de la biodiversité. Ils savent aussi que nous ne pourrions les relever que par une action collective, construite démocratiquement et conduite sur la durée. Ils n'admettent pas que leurs alertes aient été ignorées hier. Leur engagement, leur expertise et leurs propositions méritent considération, et bien plus que des mots d'ordre simplistes.

Il y a dans notre pays un malaise très profond. Pour le surmonter, nous devons impérativement restaurer notre pouvoir d'agir collectivement. Cela ne se fera ni par le culte de l'homme providentiel, ni par celui de l'immédiateté, mais par la reconstruction de notre pacte social autour des valeurs de justice et de fraternité. Associations et syndicats, nous y sommes prêts, mais nous y mettons des conditions.

La première est de permettre une délibération démocratique de qualité, au niveau national comme dans les territoires, avec les acteurs sociaux et les associations représentatifs mais aussi les citoyens de toutes catégories, notamment ceux qui sont le plus éloignés de la politique traditionnelle.

La seconde est que de vraies marges de manœuvre budgétaires soient dégagées, afin que cette délibération puisse se traduire en actions cohérentes. La troisième est que tous les sujets soient sur la table : il nous faut parler de lutte contre les inégalités comme de transition écologique, de fiscalité comme de lutte contre la pauvreté et d'accès à la santé. Le retour à la paix sociale exige que, dans un esprit de justice, nous construisions des réponses politiques globales, sans sacrifier les plus défavorisés ou les générations futures.

C'est désormais au gouvernement, mais au-delà à tous les responsables politiques, de dire s'ils sont prêts à s'engager dans ce nouveau cap.